

produire, le représentant de l'Arabie Saoudite serait le premier à défendre leurs droits fondamentaux.

Jordanie, déclare qu'il n'a nullement l'intention de réécrire l'histoire mais qu'il l'accepte telle que, dans ses *Mémoires*, l'a écrite le roi de Jordanie.

29. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse à propos de ce que vient de dire le représentant de la

La séance est levée à 12 h 15.

982^e séance

Vendredi 21 novembre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.982

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*fin*) [A/10114, A/10115, A/10268, A/SPC/L.336 à 338] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (*fin*) [A/SPC/L.336 A 338]

1. Le PRESIDENT, après avoir annoncé que la Somalie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/SPC/L.336 et que les Philippines, la Nouvelle-Zélande, le Soudan et l'Inde se sont portés coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.337, déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il suspendra la séance avant de mettre aux voix ces projets afin que les représentants désireux d'expliquer leur vote puissent s'inscrire sur la liste des orateurs.

La séance est suspendue à 15 h 30; elle est reprise à 15 h 35.

2. M. CRAIG (Irlande), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare que l'Irlande, comme les autres pays membres de la Communauté économique européenne (CEE), souhaite que l'on parvienne dans le Proche-Orient à un règlement juste et durable, qui reconnaîtrait les droits de toutes les parties. Dans une déclaration faite le 6 novembre 1973, les pays membres de la CEE, dont l'Irlande, ont énoncé les principes sur lesquels, à leur avis, devrait reposer ce règlement. Il s'agit, en particulier, du droit qu'ont tous les Etats de la région, y compris Israël, à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et de la nécessité de faire en sorte que le peuple palestinien puisse donner une expression politique à son droit à l'identité nationale.

3. Comme l'a signalé le représentant de l'Italie dans sa déclaration du 18 novembre (979^e séance), les neuf pays membres de la CEE sont déterminés à continuer d'appuyer les activités de l'UNWRA. L'Irlande contribue à l'Office

depuis de nombreuses années dans la mesure de ses moyens et continuera à le faire.

4. Le projet de résolution A/SPC/L.336, dont la Commission est saisie, comporte deux éléments principaux. Le premier est la demande du retour des habitants déplacés dans leurs foyers et leurs camps dans les territoires occupés par Israël depuis 1967. Etant donné qu'un des principes fondamentaux énoncés dans la déclaration conjointe des pays membres de la CEE en 1973 est qu'Israël ait à cesser d'occuper les territoires qu'il détient depuis le conflit de 1967, il est évident que la délégation irlandaise est en faveur de ces paragraphes, qu'elle juge fondamentaux.

5. Le second élément figure au paragraphe 5 du projet de résolution, où les attaques militaires lancées par Israël contre les camps de réfugiés sont condamnées et Israël est invité à renoncer à de telles attaques. L'année précédente, dans le paragraphe correspondant de la résolution qu'elle a adoptée sur la même question [3331 D (XXIX)], l'Assemblée "déplorait" les attaques militaires d'Israël; l'Irlande a voté pour cette résolution. Le nouveau libellé est manifestement plus énergique que celui de l'année précédente; de plus, le projet de résolution A/SPC/L.336 va être mis aux voix alors que viennent d'avoir lieu à l'Assemblée générale plusieurs autres votes qui semblent s'inscrire dans le cadre d'une campagne injuste contre Israël. C'est pour ces raisons que la délégation irlandaise tient à expliquer sans ambiguïté son vote et les raisons qui l'inspirent. Elle rappelle qu'outre les attaques d'Israël mentionnées dans le projet de résolution d'autres attaques violentes ont été lancées, parfois au hasard, contre la population civile d'Israël, et que l'on a donné à entendre que certains groupes qui cherchent à faire valoir les droits des Palestiniens ont assumé la responsabilité de ces attaques; ces attaques auraient été lancées à partir de certains camps de réfugiés. La délégation irlandaise rejette catégoriquement ces méthodes violentes.

6. Toujours est-il que, dans le projet de résolution A/SPC/L.336, il est question des attaques d'Israël contre les camps de réfugiés. Dans leurs rapports, le Commissaire général (A/10013 et Corr.1) et le Secrétaire général (A/10253) indiquent qu'Israël a effectivement accepté la responsabilité de ces attaques. Bien que l'on ait dit qu'il s'agissait de représailles et que les attaques étaient justifiées à ce titre, la délégation irlandaise les désapprouve, indépendamment de son opinion sur le conflit du Proche-Orient. Etant donné

que les attaques ont continué malgré les demandes de l'Assemblée générale, la délégation irlandaise n'a d'autre choix que de voter pour le projet de résolution.

7. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/SPC/L.336.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote enregistré par appel nominal.

L'appel commence par le Koweït, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Egypte, Ethiopie, Finlande, France, Gambie, République démocratique allemande, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya.

Votent contre : Souaziland, Etats-Unis d'Amérique, Israël.

S'abstiennent : Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Allemagne (République fédérale d'), Islande.

Par 84 voix contre 3 avec 18 abstentions, le projet de résolution est adopté.

8. U OHN SEIN (Birmanie), expliquant son vote, dit que la délégation birmane a voté pour le projet de résolution parce qu'elle partage la préoccupation de la communauté internationale face à la situation difficile des réfugiés palestiniens et appuie tous les efforts visant à soulager leurs souffrances en attendant que l'on parvienne à régler les problèmes politiques de cette région. La délégation birmane appuie les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine à l'autodétermination, sans ingérence extérieure, ainsi qu'à l'indépendance et à la souveraineté nationales. Toutefois, U Ohn Sein signale que sa délégation émet des réserves sur le paragraphe 5 du projet de résolution qui vient d'être adopté.

9. M. PETHERBRIDGE (Australie) dit que sa délégation s'est abstenue parce que, dans le passage concernant les attaques israéliennes contre les camps de réfugiés palestiniens, le projet de résolution ne présente qu'un aspect

d'une situation complexe où des attaques sont lancées de part et d'autre des frontières.

10. M. SERUP (Danemark) explique que sa délégation n'a pas pu voter pour le projet de résolution A/SPC/L.336 parce que condamner les attaques militaires lancées par Israël contre des camps de réfugiés, comme il est fait au paragraphe 5, revient à accentuer ce qui a été dit à ce sujet dans des résolutions antérieures. En outre, le projet de résolution ne faisant aucune mention des attaques de terroristes contre les installations ou les villes israéliennes, il n'est pas équilibré.

11. M. KAMOSHIDA (Japon) explique que la délégation japonaise a voté pour le projet de résolution. A propos du paragraphe 5, la délégation japonaise a écouté avec attention les explications données par le représentant d'Israël, mais elle ne peut accepter en aucune circonstance l'idée d'"attaque défensive". Le Gouvernement japonais est opposé à l'usage de la force dans les conflits internationaux sauf dans les cas expressément prévus à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

12. M. RUDOLPH (République fédérale d'Allemagne) rappelle qu'il est bien connu que la République fédérale d'Allemagne a une attitude positive à l'égard de l'UNWRA. C'est pourquoi elle s'est portée coauteur des projets de résolution A/SPC/L.334 et A/SPC/L.337 et a voté pour le projet de résolution A/SPC/L.335. Cependant, et bien qu'elle soit gravement préoccupée par la détresse des réfugiés palestiniens, elle n'a pu voter pour le projet de résolution A/SPC/L.336 essentiellement pour les mêmes raisons que celles qui, l'an passé, l'ont poussée à s'abstenir au moment du vote sur la résolution 3331 D (XXIX) de l'Assemblée générale. Dans le paragraphe 5 du projet de résolution qui vient d'être adopté, on retrouve une partialité que son libellé ne fait qu'aggraver.

13. M. BATTISCOMBE (Royaume-Uni) explique que sa délégation s'est abstenue lors du vote parce que, selon elle, la mention des attaques lancées par Israël contre des camps de réfugiés, qui est faite au paragraphe 5, manque d'impartialité et d'équilibre puisqu'on n'y parle que des actes de violence commis par l'une des parties, sans mentionner ceux de l'autre, qui sont pourtant à l'origine des incursions condamnées. Cela ne signifie pas que le Gouvernement britannique ne déplore pas les attaques israéliennes, tout comme il déplore tous les actes de violence commis au Moyen-Orient. Pour parvenir à la paix et à un règlement juste et véritable dans cette région, il est indispensable de mettre fin à ce cercle vicieux où la violence répond à la violence.

14. M. SHERER (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution qui vient d'être adopté parce que, au paragraphe 5, on traite avec partialité un des problèmes les plus complexes et les plus tragiques issus du conflit du Moyen-Orient, et parce qu'il n'y est fait aucune mention des actes de provocation. La délégation américaine estime que ce n'est pas en prononçant des jugements inégaux qu'on aidera à rompre l'enchaînement de réactions et contre-réactions qui a déjà causé tant de souffrances dans la région.

15. M. VRAALSEN (Norvège) explique que sa délégation approuve, dans l'ensemble, le projet de résolution A/SPC/L.336. La Norvège apprécie l'oeuvre importante réalisée par l'UNWRA et déplore les actes de violence commis de part et d'autre, qui rendent plus difficile l'accomplissement de cette oeuvre. Pourtant, elle s'est abstenue au moment du vote, car elle considère que le paragraphe 5, qui se limite à condamner Israël au lieu d'envisager le problème dans un contexte plus large et plus adéquat, ne présente qu'un côté du problème de la violence.

16. M. SCARANTINO (Italie) explique que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'il appuie le droit des réfugiés déplacés depuis la guerre de 1967 de rentrer dans leurs foyers. Cependant, elle émet des réserves sur le paragraphe 5 qui, selon elle, manque d'équilibre étant donné qu'il n'envisage qu'une partie de la situation. La délégation italienne souhaite faire remarquer que, si elle condamne les attaques militaires lancées par Israël contre des camps de réfugiés, son attitude est la même à l'égard de tout acte de violence et, par conséquent, des actes que des partisans commettent en territoire israélien contre des civils innocents. La délégation italienne ne pense pas que ce soit le moment de rappeler le problème général de la crise du Moyen-Orient; cependant, elle tient à réaffirmer que, pour parvenir à un règlement juste et durable et pour redonner au peuple palestinien ses droits, il est indispensable que toutes les parties mettent fin aux actes de violence.

17. M. DINKELSPIEL (Suède) dit que sa délégation, tout en compatissant à la détresse des réfugiés palestiniens et en reconnaissant leur droit de rentrer dans leurs foyers dans les territoires occupés à la suite des hostilités de 1967, s'est abstenue lors du vote à cause du climat dans lequel la Commission examine la question du Moyen-Orient. La délégation suédoise déplore tous les actes de violence, y compris évidemment ceux dont il est question au paragraphe 5 du projet de résolution A/SPC/L.336. Elle estime cependant que ce paragraphe, cette année, manque d'équilibre plus encore que le paragraphe analogue de la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [3331 D (XXIX)]. Il n'y est fait aucune mention des autres actes de violence et l'on y condamne seulement l'une des parties.

18. M. ESCOBAR (Colombie) dit que sa délégation réaffirme le droit du peuple palestinien à récupérer les territoires occupés par Israël en 1967 et qu'Israël doit rendre ces territoires et revenir à ses frontières reconnues. M. Escobar déplore la triste situation des réfugiés palestiniens à laquelle il faut mettre fin par une paix juste et durable au Moyen-Orient. Cependant, il s'est abstenu lors du vote en raison du climat qui s'est établi au cours de la discussion, des attaques injustes et violentes qui ont été lancées contre le peuple et la nation d'Israël et qui ne contribuent pas à créer les conditions propices à l'instauration de la paix, et en raison aussi du libellé du paragraphe 5 du projet de résolution, où l'on censure Israël unilatéralement tout en gardant le silence sur les actes de violence et de terrorisme dont a été victime la population israélienne, actes qui méritent tout autant d'être condamnés.

19. M. FITZ (Autriche) explique que la délégation autrichienne approuve une grande partie du projet de résolution A/SPC/L.336. Le Gouvernement autrichien déplore les

souffrances qu'endurent les réfugiés et il a aidé à les soulager à de nombreuses occasions. Conformément à sa politique humanitaire, l'Autriche appuie le droit des réfugiés palestiniens déplacés en 1967 à retourner dans leurs foyers et elle a demandé que l'on prenne des mesures à cet effet. En outre, le Gouvernement autrichien n'a cessé de déplorer tous les actes de violence, notamment lorsque les victimes en sont des innocents civils. Néanmoins, au paragraphe 5 du projet de résolution qui vient d'être adopté, on condamne l'une des parties sans songer que la violence engendre la violence et que ce sont toutes les parties qui devraient mettre fin à de tels actes. Par conséquent, la délégation autrichienne s'est abstenue pour bien marquer que le projet de résolution manque d'équilibre et ne contribue pas à créer l'atmosphère nécessaire pour résoudre le problème des réfugiés au Moyen-Orient.

20. M. MAGONGO (Souaziland) dit que sa délégation est en faveur de la négociation pacifique. Elle a voté contre le projet de résolution A/SPC/L.336, car elle estime qu'il est injuste de ne condamner qu'une des parties.

21. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/SPC/L.337 et dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission l'adopte à l'unanimité.

Le projet de résolution est adopté à l'unanimité.

22. Sir John RENNIE (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) remercie tous les membres qui ont fait l'éloge des activités de l'Office; il transmettra leurs louanges au personnel de l'Office, qui a travaillé dans des conditions de tension extrême. Il rappelle que la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office se réunira le 26 novembre et signale à l'attention de la Commission le paragraphe 5 de l'annexe à la lettre que le Secrétaire général a adressée à tous les gouvernements en ce qui concerne les besoins financiers de l'Office pour 1976. Dans ce paragraphe, le Secrétaire général signale les graves répercussions auxquelles il faudrait s'attendre si l'on n'arrivait pas à réunir assez de fonds pour faire face à ces besoins.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations du maintien de la paix (A/10366)

23. Le PRESIDENT propose de clore la liste des orateurs sur cette question à la fin de la séance suivante. Sauf objection, il considérera que la Commission approuve sa suggestion.

Il en est ainsi décidé.

DISCUSSION GENERALE

24. M. ALFARARGI (Egypte), parlant en qualité de Rapporteur du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, regrette avant tout, comme il est indiqué au

paragraphe 6 du rapport (A/10366), que l'on n'ait pu avancer davantage dans la mise au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix. Ce n'est certes pas faute d'efforts, mais la formulation des principes directeurs convenus représente une tâche délicate vu le caractère fondamental des questions à résoudre. De ce fait, de graves divergences d'opinions ont surgi entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels essentiels et il va falloir procéder à d'autres négociations.

25. Néanmoins, M. Alfarargi ne veut pas se montrer pessimiste et il est convaincu que de nombreux membres du

Comité spécial partagent son opinion et sont résolus à redoubler d'efforts pour parvenir à des résultats concrets. Comme il est indiqué au paragraphe 7 du rapport, les membres du Comité spécial pensent qu'il faut plus de temps et davantage d'esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles et parvenir à un accord. Dans le même paragraphe, le Comité spécial exprime l'avis qu'il faut porter une attention particulière à l'examen des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix, et introduit ainsi une nouvelle idée qui pourrait offrir un excellent point de départ pour la discussion.

La séance est levée à 16 h 15.

983^e séance

Mardi 25 novembre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.983

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (suite)

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. WALDENSTRÖM (Suède) dit que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle indispensable dans la défense et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et que ses opérations de maintien de la paix revêtent une importance unique. La participation de la Suède à ces opérations est donc un aspect essentiel de la politique générale qu'elle poursuit à l'Organisation des Nations Unies et elle n'a cessé de fournir à la fois du personnel et des fonds. Elle tient également une force de réserve à la disposition de l'Organisation et peut ainsi répondre à bref délai à toute demande. Plus de 35 000 Suédois ont servi sous le drapeau de l'Organisation au fil des années et, actuellement, plus de 1 100 hommes servent dans les rangs de la FUNU, de la FNUOD, de l'ONUST, de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

2. La délégation suédoise déplore que, selon le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/10366), son groupe de travail n'ait pas pu cette année mettre au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, tout en reconnaissant qu'il faut à la fois davantage de temps et un plus grand esprit de conciliation pour éliminer les divergences existantes et aboutir à un accord définitif sur ces principes directeurs (*ibid.*, par. 7).

3. La délégation suédoise note avec une grande satisfaction que le Comité spécial estime que le Groupe de travail devrait se consacrer à l'examen de questions particulières

touchant l'exécution pratique des opérations de maintien de la paix. En tant que pays fournissant des troupes, la Suède juge essentiel que l'on tienne compte de l'expérience pratique acquise depuis la création de la FUNU et de la FNUOD, dont le soutien logistique et l'administration se sont révélés si complexes, en particulier les premiers temps.

4. Les forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies ne peuvent être constituées que si l'on dispose immédiatement de personnel spécialisé. Elles ne peuvent être composées, comme il est souhaitable, de troupes de nationalités diverses que si les effectifs nécessaires provenant de diverses parties du monde sont mis à la disposition de l'Organisation. En conséquence, la Suède pense qu'il faudrait faire une place plus grande à la formation et que le Groupe de travail pourrait s'attacher à cet aspect des opérations de maintien de la paix de l'Organisation. L'UNITAR a organisé en mai 1975 un exercice simulé et la délégation suédoise estime à ce propos qu'une étude des problèmes en cause ouvrirait la voie à des activités plus pratiques de formation. A cet égard, la Suède est prête à faire profiter le Groupe de travail de son expérience en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix. Elle attend la suite des travaux du Comité spécial et de son groupe de travail et espère que l'étude spéciale sur les forces de réserve des pays nordiques pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies contribuera à leurs travaux.

5. Il faut d'autre part, pour mener à bien les opérations de maintien de la paix, que les Etats Membres soient prêts à y contribuer financièrement; le Gouvernement suédois continue à appuyer à ce propos le principe de la responsabilité financière collective. Il partage pleinement l'opinion exprimée par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation¹, selon laquelle

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 1A*, sect. X.